

**Session d'introduction de la Semaine Economique de la Méditerranée**  
**« L'évolution des villes en Méditerranée : villes rêvées, villes vécues »**

**04 Novembre 2015 - Villa Méditerranée, Marseille.**

Conférence organisée par l'Office de Coopération pour la Méditerranée et l'Orient (OCEMO) et l'EPA Euroméditerranée dans le cadre de la Semaine Economique de la Méditerranée.



Modérateur : Sylvain Allemand

Intervenants :

**Préambule : La ville méditerranéenne de demain : durable et intelligente ?**

- **Philippe DE FONTAINE VIVE**, co-Président de l'OCEMO ;
- **Carlos MORENO**, scientifique spécialiste de la *Human Smart City* (Ville Intelligente Humaine) ;

**Table ronde N°1 : L'Evolution des villes en Méditerranée : « Villes vécues »**

- **Taoufik SOUAMI**, docteur en urbanisme et aménagement, maître de conférences à l'Institut Français d'Urbanisme ;
- **Rachid SIDI BOUMEDINE**, sociologue urbain, directeur de recherches associé au CREAD d'Alger ;
- **Julien LE TELLIER**, géographe, chargé de mission du Plan Bleu ;
- **Carmen SANTANA**, architecte urbaniste, associée agence Archikubik, Professeur Ecole Architecture Barcelone ;

**Table ronde N°2 : Quels horizons pour la ville de demain ?**

- **Franck GEILING**, Directeur de l'Architecture, de l'Urbanisme et du Développement Durable à l'EPA Euroméditerranée ;
- **Nadir YACOUBI**, Directeur délégué en charge de l'ingénierie financière et des partenariats, Agence pour l'Aménagement de la Vallée du Bouregreg au Maroc ;
- **Patrick CREZE**, Directeur du développement de l'AViTeM ;
- **Maud BEAU**, urbaniste et sociologue, directrice d'UFO ;

**Table ronde N°3 : Développement et construction de la ville de demain : retours d'expériences**

- **Marie BJORNSON-LANGEN**, Responsable adjoint de la division Collectivités locales et Développement urbain de l'Agence Française de Développement (AFD) ;
- **Henry MARTY-GAUQUIE**, Directeur, liaison avec les Organisations Internationales non communautaires et du Bureau de représentation du Groupe Banque Européenne d'Investissement (BEI) à Paris ;
- **Elisabeth VIOLA**, Directrice régionale de la direction régionale PACA de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) ;
- **Meinolf SPIEKERMANN**, Directeur du projet régional CoMun-Coopération Municipale Maghreb, Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) ;

- **Teresa RIBEIRO**, Secrétaire générale adjointe pour l'énergie du Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée (UPM) ;

**Conclusion :**

- **Pierre MASSIS**, Délégué général de l'OCEMO.

Pour s'adapter aux changements de la société et aux évolutions technologiques, les villes sont en continuelle évolution. Leurs objectifs ? Accroître leur attractivité, réduire au maximum leurs impacts sur l'environnement et répondre aux besoins des citoyens pour faciliter le bien vivre en ville. La session d'introduction de la 9<sup>ème</sup> Semaine Economique de la Méditerranée, organisée par l'Office de Coopération Economique pour la Méditerranée et l'Orient (OCEMO) en partenariat avec l'EPA Euroméditerranée le 4 novembre 2015, a permis de mettre en avant le chemin parcouru et celui restant à parcourir, entre les « villes vécues » et les « villes rêvées », pour arriver à la « ville de demain » en Méditerranée.

Les villes changent, grandissent, évoluent constamment. La difficulté est de combiner correctement l'économie, la mobilité, la gouvernance, l'environnement, tout en prenant en compte les besoins des habitants, leur mode de vie et en les intégrant au maximum dans les projets liés à leur ville.

Comme l'explique, Philippe de Fontaine Vive, co-Président de l'OCEMO, la session d'introduction de la Semaine Economique de la Méditerranée est l'occasion de « *rassembler durant cette matinée de travail des exemples concrets qui montrent comment construire une ville en Méditerranée rassemblant les conditions du vivre ensemble pour donner envie d'y venir et d'y souhaiter la bienvenue, une ville ensemble qui donne cette image constructive de la Méditerranée* ». Durant une demi-journée, les différents intervenants, experts dans leurs domaines, urbanistes, architectes, scientifiques, mais également des représentants d'institutions internationales, ont présenté des exemples et des solutions existantes, allant d'initiatives locales, associatives, à des initiatives plus complexes de rénovation de centre-ville ou de zones urbaines, œuvrant en faveur du mieux vivre ensemble en Méditerranée. Ils ont apporté leur vision de la construction de la ville méditerranéenne de demain.

**Les villes méditerranéennes face à un monde en mutation**

« *Le métabolisme des villes change, elles grossissent, nous assistons à un développement que nous n'avons pas prévu et vivons dans un monde qui évolue rapidement* » c'est sur ce constat que Carlos Moreno, scientifique franco-colombien spécialiste de la *Human Smart City* (ville intelligente), commence son intervention pour ensuite revenir sur le contexte régional. La Méditerranée est actuellement une région du monde en forte mutation (accroissement de la population urbaine, hyper connectivité, surconsommation énergétique...) confrontée à des problématiques qui menacent nos villes (guerres, crise des réfugiés, crise économique, réchauffement climatique...). Tous ces changements doivent être intégrés afin de mieux appréhender le concept de villes globales et de « villes-mondes » puisque actuellement près de 10% de la population mondiale est regroupée dans 35 mégalo-poles.

Au cœur de l'intelligence urbaine se trouve la qualité de vie : les défis auxquels les villes doivent répondre aujourd'hui ne sont pas technologiques, même si c'est la technologie qui doit permettre de

répondre à cinq défis majeurs : social, économique, culturel, écologique dans un monde fragilisé et de résilience, car nos villes sont vulnérables.

*« L'innovation urbaine est une approche transversale qui nous concerne tous, urbanistes, architectes, sociologues, économistes, philosophes, mathématiciens, informaticiens, et aujourd'hui le numérique est dans nos vies. Il peut nous permettre de nous impliquer dans la destinée de notre ville, la révolution technologique est au service d'une ville servicielle »* conclut Carlos Moreno.

### **Les conditions d'une mutation urbaine réussie**

La mutation urbaine réussie en ce XXI<sup>ème</sup> siècle est possible en relevant plusieurs défis et à condition que l'intelligence urbaine soit accompagnée de la convergence de l'inclusion sociale. Comme l'explique Carmen Santana, architecte et co-fondatrice de l'agence Archikubik *« il faut apprendre à désapprendre. Nous vivons sur des acquis, des impératifs, une standardisation et une vision des rapports de force dominant/dominé »*. Il faut arriver à porter un regard général sur l'environnement urbain dans sa globalité et prendre en compte la préservation de nos territoires naturels afin de se détacher des schémas standardisés de construction des villes qui prévalaient jusqu'alors. Rachid Sidi Boumedine, sociologue urbain et directeur de recherche associé au CREAD<sup>1</sup> d'Alger, met en garde contre une grille de lecture biaisée, notamment sur les pays du Maghreb. Il y a quelques années, l'aménagement urbain d'un territoire au Maghreb était réussi lorsque le territoire tendait à ressembler à une mégalopole dotée d'un important réseau d'infrastructures, l'important n'était pas la *smart-ville* mais la métropolisation. Aujourd'hui ce n'est plus forcément le cas. On observe, grâce aux réseaux sociaux, une volonté de lutte démocratique très forte et l'émergence croissante de l'idée de la sauvegarde et de la protection de l'environnement comme étant un patrimoine important. *« Nous remarquons des mouvements de réaction des campagnes par rapport aux effets de l'urbanisation sur leur environnement, tels que les décharges à ciel ouvert par exemple »*. L'aménagement et le développement des villes méditerranéennes sont donc soumis à des tendances évolutives et ne peuvent plus être pensés en dehors de leur environnement. Trois facteurs sont à prendre en considération pour les pays de la rive sud méditerranéenne : le rythme de développement des villes maghrébines, largement supérieur à celui des villes européennes ; la contribution de nouveaux acteurs dans la mutation urbaine, l'Etat n'étant plus le seul acteur et le changement d'échelle, à savoir l'émergence de villes intermédiaires à caractère industriel.

Taoufik Souami, docteur en urbanisme et aménagement et maître de conférences à l'Institut Français d'Urbanisme (IFU) explique que les personnes qui planifient les villes sont confrontées à trois défis allant de pair avec les facteurs précités : l'accroissement des territoires urbains, la mondialisation et l'aggravation des inégalités sociales. *« Nous vivons dans des territoires urbains et non plus dans des villes, la vie s'organise sur de plus grandes surfaces. Pour répondre aux enjeux de la mondialisation, nous sommes tentés de construire de grands ensembles ou centres commerciaux, mais la solution n'est pas là. La réponse peut-être dans l'art de vie qui caractérise les villes méditerranéennes, ce modèle de vie méditerranéen unique au territoire »*. La valeur foncière est un indicateur central des inégalités socio-économiques puisque, par exemple, dans la capitale algérienne, les terrains se vendent aux mêmes prix que ceux de la première surface des périphéries parisiennes. Les aspirations des citoyens méditerranéens doivent être les moteurs du développement économique et social et

---

<sup>1</sup> Centre de Recherche en Economie Appliquée pour le Développement

doivent orienter très concrètement la façon de planifier l'aménagement urbain. Les enjeux de réduction des inégalités dans les villes méditerranéennes sont cruciaux car, s'ils ne sont pas réalisés, ils peuvent conduire à des frustrations individuelles mais aussi collectives pouvant se traduire, dans une moindre mesure, par des manifestations et allant jusqu'au départ vers un autre territoire.

### **La vulnérabilité des villes méditerranéennes face au changement climatique**

Une étude du Plan Bleu menée sur six villes méditerranéennes a démontré qu'une absence de planification territoriale intégrée subsistait. « *L'importance de la prise en compte du changement climatique dans la problématique urbaine est inévitable* », souligne Julien le Tellier, géographe et chargé de mission au Plan Bleu. Les zones d'habitat, d'activité et d'emploi sont largement découplées et élargies, avec pour conséquence une augmentation des déplacements motorisés, un allongement des trajets et des embouteillages, le tout favorisant la pollution. Bien que les villes sud-méditerranéennes émettent moins de gaz à effet de serre que les villes des autres régions du monde, ce sont elles qui seront le plus impactées par le changement climatique. Le constat est sans appel : « *il y a une forte responsabilité humaine dans les catastrophes dites naturelles mais d'origines anthropiques, due à trois facteurs : l'urbanisation, l'artificialisation des sols et la construction en zones inondables.* » La transformation des paysages agricoles et paysages naturels en paysage bâtis, la littoralisation ou encore la forte densité de peuplement et des activités dans les zones côtières augmentent les risques. Se pose également la question de la périurbanisation avec le développement d'un habitat pavillonnaire consommateur d'espace et responsable de la bétonisation de la côte. Il est aujourd'hui important de faire de la « *progestion* », d'anticiper et de prendre des mesures pour faire face aux risques futurs, c'est que les Etats essayent de faire avec, par exemple, la Stratégie Méditerranéenne de Développement Durable (SMDD), ou encore, à plus large échelle, l'organisation de la COP 21. Il convient également d'intégrer les incertitudes dans la prise de décisions et de définir des « *adaptive policies* » ou politiques d'adaptation évolutives en fonction de l'avancée des connaissances et des mesures qui ont été prises au préalable. Taoufik Souami ajoute que la question de la protection de l'environnement ne s'adresse plus seulement aux Etats, tous les citoyens des villes sont concernés, et chacun doit contribuer à y apporter une réponse.

### **L'intelligence collective, une force pour l'innovation urbaine**

L'inclusion et la communication sont primordiales dans le processus d'innovation urbaine. Pour cela, l'innovation doit se faire à travers une approche globale, transversale et participative car elle concerne de nombreux acteurs : urbanistes, architectes, sociologues, économistes, philosophes, citoyens... Si le réseau et l'intelligence collective sont vus comme une force, l'émotion l'est également. Les villes sont en compétition entre elles, « *nous cherchons tous des critères qui permettent de trouver de l'attractivité* ». Pour Carlos Moreno, l'important est de développer une identité socio-culturelle forte, « *dans la complexité des villes aujourd'hui, la vraie intelligence à développer au sein des villes est l'intelligence émotionnelle, c'est elle qui est au cœur des problématiques actuelles, l'appartenance d'un citoyen à sa ville est primordiale* ». Carmen Santana, quant à elle, parle de ville « *organoleptique, une ville plus sensible, plus appropriable : nous travaillons sur les cinq, voire les six sens. Nous essayons de vivre le projet avant de prendre le crayon. Nous faisons appel à la concertation via les associations ou via la rue* ». Le citoyen doit être acteur de cette innovation urbaine à son niveau, dans sa consommation, son éducation, sa responsabilité et son rôle dans l'environnement urbain. A cela, Carmen Santana ajoute l'importance de l'adaptabilité de l'espace public : « *pourquoi l'espace public ne pourrait-il pas être mou, sensoriel, différent ? Voilà*

*ce qui pourrait être la haute qualité environnementale sensible et sociétale.* » En tant qu'architecte, elle explique l'importance des bâtiments réversibles, à l'instar du parking Saint Rock à Montpellier, dont elle a été le maître d'œuvre. Les bâtiments doivent réactiver l'environnement dans lequel ils se construisent, ils doivent également laisser la possibilité d'être modifiés en fonction des besoins des citoyens.

### **La concertation et une gouvernance efficace, clés du succès des projets**

Il est nécessaire, et c'est même conseillé pour la réussite d'un projet urbain, de rassembler à travers un collège de réflexion toutes les parties prenantes : ministères, collectivités, société civile... Au-delà des outils, il est important de mettre en place des gouvernances adaptées, car les différents acteurs qui vont travailler en concertation sur un projet de développement urbain n'ont pas forcément l'habitude d'être en relation. Créer un cadre partenarial, c'est ce qu'a réussi à faire l'Agence pour l'Aménagement de la Vallée du Bouregreg au Maroc. Nadir Yacoubi, Directeur délégué de l'Agence, explique que toutes les parties prenantes au projet doivent s'investir et participer au partage d'informations. Au-delà de la concertation entre les acteurs qui vont réaliser le projet urbain, il faut garder en tête que *« l'habitant doit être intégré dans la démarche de création du territoire. On ne peut pas concevoir de l'intelligence urbaine sans un minimum de démocratie locale »* explique Patrick Crézé, Directeur du développement de l'AViTeM. L'usage des technologies de l'information et de la communication est un élément de la construction de la ville de demain mais ce n'est pas le seul. Malgré les grandes disparités d'accès entre les trois rives de la Méditerranée, mais aussi entre les villes elles-mêmes ou entre les territoires urbains et ruraux, il faut pouvoir s'adapter aux citoyens. Il faut les associer en amont et leur fournir une information transparente et accessible à tous les niveaux de la chaîne de décision d'un projet. C'est pourquoi, Patrick Crézé évoque l'agenda de solutions de la Med Cop 21 dont la majorité des outils proposés œuvre en faveur de la mise en réseau des acteurs, en proposant des outils facilitant l'information des décideurs et de la population, l'échange de bonnes pratiques ou encore l'accès à la formation en matière d'écoconstruction.

### **Une boîte à outils duplicable à d'autres pays méditerranéens**

Nombreux sont les projets dans certaines régions méditerranéennes qui peuvent être source d'inspiration pour d'autres régions du territoire. Malgré les spécificités de chaque pays, il est essentiel de pouvoir dupliquer la démarche participative des acteurs des projets de développement. Le projet de la Vallée du Bouregreg est un modèle original au Maroc car l'Agence qui l'encadre réunit des compétences et prérogatives très élargies (aménageur, gestionnaire de site, développeur, commune...). Nadir Yacoubi ajoute également qu'un modèle doit être le résultat de plusieurs études menées afin de répondre aux besoins locaux et d'évaluer les contraintes politiques, législatives, foncières, sociales, culturelles etc... Ce projet de développement urbain marocain fait partie du réseau des opérateurs et aménageurs de la ville durable en Méditerranée : ce réseau de coopération réunit une communauté de professionnels, porteurs de projets urbains sur les trois rives de la Méditerranée aux côtés d'institutions financières internationales partenaires de l'initiative. L'idée est d'échanger sur les bonnes pratiques plutôt que d'essayer de s'échanger des modèles. L'Agence pour l'Aménagement de la Vallée du Bouregreg, par exemple, est un modèle qui commence à intéresser les pays d'Afrique subsaharienne. Ainsi, elle sert d'assistance à maîtrise d'ouvrage et aide à concevoir et piloter des projets de la même envergure dans d'autres zones. C'est dans ce même réseau que s'est engagé l'EPA Euroméditerranée, représenté par Franck Geiling, Directeur de l'architecture, de l'urbanisme et du développement durable. Ce dernier explique que *« nous vivons dans des*

*économies très fragiles. L'obligation collective de performance que nous avons au regard des enjeux environnementaux oblige donc à innover avec des moyens frugaux plutôt que de reproduire des modèles* ». La mission de l'EPA Euroméditerranée est de faire de Marseille « *l'un des laboratoires de la ville méditerranéenne durable, afin de tester de nouvelles façons de concevoir une ville plus équitable, plus soutenable, qui intègre des spécificités méditerranéennes au-delà de la reproduction stricte des modèles et qui prend en compte le contexte de chaque territoire et la participation des habitants* ».

L'idée pour l'EPA Euroméditerranée, comme pour l'Agence pour l'Aménagement de la Vallée du Bouregreg, est de produire des réponses intégrées aux problématiques liées à l'environnement et au développement urbain et de devenir une source d'inspiration pour d'autres régions méditerranéennes.

### **Le numérique, outil technologique de participation citoyenne**

Le numérique apporte beaucoup à la pratique de l'architecture et du développement urbain. Au-delà de la diffusion et de l'accès à l'information, c'est également un outil de concertation du citoyen. Pour le développement des villes de demain, « *l'ambition est de s'emparer de la philosophie numérique pour concevoir différemment les villes de demain* » affirme Maud Beau, urbaniste, sociologue et directrice d'UFO. Sa start up a pour ambition de lier l'univers de la conception et de la création numérique à la pratique de l'architecture et de l'urbanisme. Cela se traduit très concrètement par la mise en place de la méthodologie « *Unlimited cities pro* » qui s'appuie sur un outil numérique du même nom afin de faire intervenir la société civile en amont des projets urbains « *qui ne sont encore ni décidés, ni dessinés* ». L'idée est, grâce à une tablette et à partir d'une image préexistante de l'environnement des citoyens, de permettre à l'utilisateur de voir le champ des possibles et de créer leur quartier idéal. « *On permet au citoyen de faire bouger le curseur* ». Le fait de pouvoir comparer les idées des utilisateurs de l'application permet de renseigner le projet et d'estimer ce qui est envisageable. Dans ce cas, la concertation va être source d'innovations. « *Co-construire est essentiel pour faire un projet qui perdure* » conclut Maud Beau.

### **Ingénierie financière et accompagnement technique, le rôle des institutions**

Nul avenir, pour un projet de développement urbain, sans la prise en compte du foncier, ni celle du financement. Différents organismes accompagnent le développement des projets urbains, soit à travers le financement, soit par un accompagnement technique ou politique. « *Il faut faire émerger des programmes de développement urbain qui répondent aux besoins locaux et qui font évoluer les pratiques participatives des bailleurs* » explique Marie Bjornson-Langen, responsable adjoint de la division Collectivités locales et Développement urbain de l'Agence Française de Développement (AFD) en présentant le projet UPFI (Urban Projects Finance Initiative). Cette approche innovante multi-bailleurs, dont sont également parties prenantes la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et l'Union pour la Méditerranée (UpM), a permis de faire émerger et d'approfondir 15 projets de développement urbain innovants et duplicables. Cette initiative montre le rôle des institutions comme accélérateurs, mais surtout facilitateurs de projets. Pour Teresa Ribeiro, Secrétaire générale adjointe pour l'énergie au Secrétariat général de l'UpM « *l'intégration régionale doit se faire à travers des projets* ». Ainsi son organisme accompagne plusieurs projets urbains pouvant être source d'inspiration. L'UpM, à l'instar des bailleurs de fonds, est également facilitateur de projet, son rôle étant de fédérer toutes les parties prenantes d'un projet, notamment l'une des plus importantes, l'Etat. « *La gouvernance est la clé de tout, le politique tient toujours l'économie* » ajoute Henry Marty-

Gauquié, Directeur du groupe BEI à Paris. Le secret est de réussir la convergence des intérêts *via* des lignes d'orientation travaillées avec toutes les parties prenantes et de faire un effort pour développer la communication. Cela permet ainsi de mobiliser les opinions publiques mais aussi d'avancer avec de la substance dans un projet.

Elisabeth Viola, Directrice de la direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de la Caisse des Dépôts et des Consignations (CDC), évoque, pour sa part, la « *belle expérience* » du projet français *The Camp* qui est le résultat « *d'une méthode qu'il convient de retenir grâce aux qualités de la gouvernance du porteur de projet qui a su fédérer l'ensemble des collectivités locales de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, mais aussi des banques et des entreprises à travers l'implication de la Chambre de Commerce et d'Industrie* ». Dans ce projet les opérateurs privés, les opérateurs publics et les institutions œuvrent en faveur du citoyen. L'articulation public/privé est importante pour mettre en place des projets innovants au service de la ville de demain.

### **Une mixité économique et sociale pour la structuration d'un environnement durable**

Henry Marty-Gauquié évoque également l'importance « *d'une approche intégrée* » en présentant le projet de la ville nouvelle de Zenata au Maroc (*voir encadré ci-après*). Afin d'envisager un développement urbain durable, il est essentiel de veiller à la mixité économique et sociale. Henry Marty-Gauquié, affirme que « *les aménageurs et acteurs du développement urbain ont tiré des leçons des villes dortoirs construites en Europe* ». Il faut construire des logements de nature variée et veiller à ce que ces logements soient attribués à des catégories sociales différentes dès la création d'une ville et durant toute son existence. Le but est de créer de la richesse durable, comme l'emploi, et de renforcer la cohésion sociale en travaillant sur l'organisation de cette mixité *via* des plans de management et, ainsi, d'intégrer la ville à son environnement.

### **Décentralisation et appropriation locale des projets**

La *Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit* (GIZ), organe du gouvernement allemand pour la coopération internationale, représentée par Meinolf Spiekermann, directeur du projet régional CoMun-Coopération Municipale Maghreb, s'inscrit dans une volonté de coopération décentralisée. A travers le projet CoMun, elle cultive les collaborations entre les municipalités du Maghreb en se passant de l'échelon étatique. Il s'agit d'un processus de décentralisation du pouvoir du gouvernement vers les communes. « *Le modèle de coopération où le nord dit quoi faire et le sud le fait, est totalement dépassé. Il y a des savoir-faire dans chaque région du sud, mais également un besoin de savoir plus* » explique Meinolf Spiekermann. Le but est de construire un réseau transfrontalier sur des questionnements en lien avec les défis auxquels les villes doivent répondre et de mettre en œuvre un processus de conseils et de partages d'expériences en créant des espaces participatifs de proximité. Cette coopération municipale permet de trouver des solutions partagées. Au Maroc une quarantaine de villes coopèrent déjà. « *On ne peut rien faire si on ne travaille pas avec les autres. Il est essentiel de faire circuler les savoirs* » ajoute Henry Marty-Gauquié. La décentralisation des décisions et des financements permet une meilleure appropriation locale du projet. D'où l'importance de créer des réseaux régionaux comme par exemple le réseau des opérateurs et aménageurs de la ville durable en Méditerranée.

### **Nous sommes tous acteurs du développement urbain en Méditerranée**

Comme le rappelle Pierre Massis, Délégué général de l'Office de Coopération Economique pour la Méditerranée et l'Orient (OCEMO), « *les termes évoqués ont été à la fois la démocratie urbaine, la*

*démocratie de proximité mais aussi la coopération décentralisée. Que ce soit au niveau des partenaires locaux, plus centraux, ou des structures internationales, toutes les institutions contribuent à cette transition pour apporter une vraie réponse à des besoins locaux ».*

Durant la session d'introduction de la Semaine Economique de la Méditerranée, de nombreux concepts autour de l'intelligence urbaine et collective, des modèles de gouvernance et de démarche partenariale ont été évoqués, des outils à mettre en place pour le développement des villes méditerranéennes ont été présentés. Il n'y a pas de modèle standard de villes en Méditerranée, la concertation et l'échange d'expérience permettent d'avancer dans cette transition souhaitée par les acteurs et les citoyens méditerranéens. Une bonne gouvernance est également primordiale pour une bonne intégration régionale des projets urbains.

Pour conclure, Pierre Massis explique que *« la concertation est souvent revenue dans les échanges lors de cette matinée. Dans cette dynamique, nous pouvons bien résumer la Semaine Economique de la Méditerranée à cet outil de concertation entre les acteurs du développement méditerranéen. Durant 4 jours, à travers différents événements, des visions vont être confrontées, des problèmes vont être soulevés, des réponses vont être apportées et, surtout, des acteurs vont venir apporter leur expérience et leur connaissance ».*

#### **Focus sur la ville nouvelle de Zenata**

Zenata est une ville nouvelle, en périphérie de Casablanca, qui devrait accueillir 300 000 habitants d'ici 2030/2040. Dans sa première phase en 2018, elle devrait accueillir 42 000 habitants dont 30 000 personnes relogées venant d'un habitat informel et popularisé. Le projet de Zenata est emblématique du soutien que la BEI apporte aux projets. Il favorise un développement intégré à son environnement en se basant sur 3 aspects principaux à prendre en compte :

- L'approche holistique, c'est-à-dire intégrée. La qualité de la gouvernance est analysée en priorité.
- La mixité économique et sociale des populations. Est également importante la création d'emplois de proximité et l'aide à la création d'entreprises.
- L'aspect environnemental à travers la gestion des espaces et l'organisation de la résilience de cette nouvelle ville. La structuration de tous les systèmes de transport et de leur efficacité énergétique doit permettre de créer des nouveaux quartiers, intégrés entre eux, mais aussi et surtout dans leur environnement. Au-delà d'une simple étude préalable, un schéma d'environnement durable doit être envisagé.

Un pôle hospitalier, une zone industrielle, une plateforme de logistique et un centre universitaire ont été créés. Le concept urbanistique de l'éco-cité de Zenata prend en compte les enjeux socio-économiques et l'impact environnemental du projet. Zenata est un projet d'envergure nationale et internationale. Financé notamment par la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et l'Agence Française pour le Développement (AFD), le projet est emblématique pour l'économie marocaine. En effet, cette démarche d'éco-conception, intégrée et inclusive, fait à la fois participer la gouvernance nationale et locale et mobilise l'ensemble des partenaires publics/privés, des citoyens et de la société civile mais répond aussi aux objectifs internationaux des plans d'actions de développement durable. Ce projet permet d'affronter la problématique liée au relogement des populations en situation de logement précaire et informel, ainsi que tous les risques qui vont avec, tels que les risques sanitaires



et économiques, les risques de radicalisation et les risques de vulnérabilité climatique de ces populations.